



## Séance ordinaire du jeudi 30 mars 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trente mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mathilde BORNE, Stéphane CHAMPAY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Mylène MIFSUD, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Laurent JAOUL, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI

## **Cycles de l'eau - Reprise pour la Commune de Clapiers de la compétence production et distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole - Exploitation du service par la Régie des Eaux - Approbation**

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substituée en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats, et notamment aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Montaud, Restinclières, Saint Drézéry et Saint Geniès des Mourgues au sein du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) qui exerce la compétence à travers une délégation de service public confiée à la société Véolia Eau.

Par délibération du 7 mai 2014 la Métropole s'est prononcée en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute. La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015 et assure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 le service public d'eau potable pour 14 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80% des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Par délibération du 08 février 2021 le conseil municipal de Clapiers a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable et son attachement à ce que la gestion de ce bien commun relève d'une gestion écologique, économe et transparente. Ainsi sollicitée, Montpellier Méditerranée Métropole a pris acte de l'expression de cette volonté par délibération du 29 mars 2021 et mis à l'étude sur les plans technique, patrimonial et financier la reprise de la compétence eau potable pour le service de production et de distribution d'eau potable de Clapiers en vue d'en confier l'exploitation à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'article L. 5211-19 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit les modalités de retrait d'un établissement de coopération intercommunal. L'initiative du retrait appartient au membre qui souhaite se retirer. Le retrait nécessite, dans un premier temps, l'accord du Comité syndical et, dans un second temps, l'accord des assemblées délibérante de tous les adhérents dans les conditions de majorités requises pour la création de l'établissement arrêtées à l'article L. 5211-5 du CGCT. La répartition des biens est réalisée suivant les dispositions prévues par l'article L. 5211-25-1 du CGCT.

Par ailleurs, l'article L. 5211-39-2 du CGCT prévoit l'obligation pour la collectivité qui souhaite se retirer d'un établissement public de coopération intercommunale d'établir un document « *présentant une estimation des incidences de l'opération sur les ressources et les charges ainsi que sur le personnel des communes et établissements publics de coopération intercommunale concernés* ». Cette étude sera jointe à la saisine du Syndicat mixte Garrigues Campagne. Il ressort notamment de cette étude, jointe en annexe à la présente délibération, que :

1. Compte tenu de l'inexistence de ressources en eau sur le territoire de Clapiers et de l'éloignement des réseaux de la Régie des Eaux, celle-ci achètera de l'eau en gros au SMGC dans des conditions financières qui seront à définir dans le cadre d'une convention de livraison d'eau en gros. Cette eau sera en provenance du captage de la Crouzette situé sur la commune de Castelnau-le-Lez ;
2. La Métropole peut récupérer gratuitement les réseaux et les installations situés sur son territoire ;
3. Un échange devra avoir lieu avec le Syndicat sur les modalités d'indemnisation liées à la reprise du réservoir de Courejas. Il s'agit d'un réservoir très récent (mise en service en 2021) qui a été financé en partie par la SERM comme aménageur (environ 45 %) et le solde en autofinancement par le SMGC.

Enfin, la reprise de la compétence « eau potable » par 3M permettra une diminution envisagée de la facture usager d'environ 13 % (sur la base des tarifs 2022).

A la suite de la demande exprimée par la commune de Clapiers et aux études réalisées par la Métropole, il apparaît donc pertinent de solliciter le SMGC pour le retrait du territoire de Clapiers du Syndicat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe de la reprise de la compétence production et distribution d'eau potable pour le service du territoire de la commune de Clapiers par Montpellier Méditerranée Métropole en vue d'en confier l'exploitation à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De notifier cette délibération au Syndicat mixte Garrigues Campagne afin qu'il délibère dans les meilleurs délais puis pour recueillir l'avis de ses membres ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 13 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 12/04/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 12 avril 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20230330-224669-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/04/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Note AMO- Annexe délib Clapiers.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.